Rép. N° 1544
N° 601 D'ORDRE

POUR SERVIR EXCLUSIVEMENT
EN MATIÈRE ADMINISTRATIVE

COUR DU TRAVAIL DE LIEGE

ARRET

Rôle général n° 29.633/01

5^{ème} chambre

Audience publique du 22 novembre 2001

EN CAUSE :

Monsieur S

APPELANT,

comparaissant par Maître Vincent TROXQUET, Avocat à VERVIERS

CONTRE :

La S.A. EUROMOTOR VERVIERS
Quai du Bassin, 16
4040 HERSTAL

INTIMEE,

comparaissant par Maître Jean-Philippe BRUYERE, Avocat à LIEGE

Copie délivrée à
CED SAMSOM
pour documentation
jurisprudence

Vu les pièces du dossier de la procédure, notamment le jugement rendu le 13.9.2000 par le Tribunal du Travail de VERVIERS, 1^{ère} chambre, (RG n°2164/99) ainsi que le dossier de la procédure constitué par cette juridiction ;

Vu l'appel formé par requête reçue au greffe de la Cour du Travail de Liège le 3.1.2001 et régulièrement notifiée ;

Vu les conclusions principales de l'appelant reçues au greffe de la Cour le 27 mars 2001;

Vu les avis de fixation adressés le 3 avril 2001 à la requête de l'appelant, conformément à l'article 751 du Code Judiciaire ;

Vu les conclusions de l'intimée reçues au greffe de la Cour le 31 mai 2001, dans le délai de l'article 751 § 1 alinéa 4 du code judiciaire ;

Vu les conclusions additionnelles de l'appelant reçues au greffe de la Cour le 20 juillet 2001;

Entendu à l'audience du 25.10.2001 les parties en leurs explications à l'issue desquelles elles ont chacune déposé un dossier ;

1. Quant à la recevabilité de l'appel

Il ne résulte d'aucune pièce ou élément du dossier que le jugement dont appel ait été signifié ;

L'appel, formé par requête reçue au greffe le 3 janvier 2001, a été introduit dans les formes et délai prescrits ; il est recevable.

2. La citation

L'action mue par exploit de Maître Bernadette DEMARTEAU, Huissier de justice, signifié le 6 décembre 1999, tend à obtenir condamnation de l'intimée d'avoir à payer à l'appelant :

1°) 335.679 francs à titre de rémunération

2°) 451.404 francs à titre d'indemnité pour licenciement abusif

3°) 27.498 francs au titre de frais de déplacement

Sommes à majorer des intérêts au taux légal depuis le 11.5.1999 et des intérêts judiciaires jusqu'à complet payement.

3. Le jugement

Le jugement déféré a dit l'action recevable et partiellement fondée et a condamné la partie défenderesse à payer à l'actuel appelant la somme de 27.498 francs à titre de frais de déplacement, à majorer des intérêts aux taux légaux ainsi qu'aux dépens du demandeur originaire, le déboutant du surplus de ses demandes.

4. L'appel

A. Moyens de la partie appelante

L'appelant critique le jugement déféré en ce que le premier juge n'a condamné la défenderesse qu'à lui payer la somme de 27.498 francs alors qu'il a été licencié abusivement, les motifs invoqués de «non convenance, ne correspond pas aux attentes » n'ont jamais été formulés, n'existent pas ou ne sont qu'un prétexte à rupture alors que le premier juge se limite à constater que le licenciement n'est pas abusif en raison du seul chômage économique durant prétendument 351 jours sur 28 mois, ce qui est une erreur ; qu'en outre, étant chef d'atelier, il n'a pas été rémunéré conformément au barème prévu pour sa qualification ;

B. Moyens de la partie intimée

L'intimée demande confirmation du jugement déféré, ne formant pas d'appel incident. Elle propose à titre subsidiaire de rapporter la preuve par témoins de ce que l'appelant a commis entre le mois d'octobre 1998 et le mois de mai 1999 diverses erreurs de diagnostic ou négligences dans le traitement des missions qui lui étaient confiées.

5. Fondement

Il n'est pas contesté que l'appelant a été occupé en qualité d'agent commercial au service de son père qui exploitait une agence Honda à Herve.

L'appelant a été ensuite engagé par l'intimée, concessionnaire Honda à Verviers, représentée à l'époque par Monsieur S en qualité de mécanicien automobile au salaire de 373 francs bruts de l'heure, régime 38 heures semaine.

Le garage Euromotor a ensuite été repris par un sieur Bernard CARLIER qui gérait déjà un garage à Herstal.

Il a été licencié le 11 mai 1999 moyennant paiement d'une indemnité compensatoire de préavis égale à la rémunération correspondant à un délai de préavis de 28 jours.

Selon le C4, il percevait alors une rémunération de 403 francs l'heure, son licenciement étant motivé par : « non convenance, ne correspond pas aux attentes »

Quant aux arriérés de rémunération

La commission paritaire des entreprises de garage (CP 112), spécialement dans sa Convention collective de travail relative à la classification professionnelle du 23.3.1993 entrée en vigueur le 1.4.1993, présente les descriptions de fonction selon la classification suivante :

- A) manœuvre : avec différentes sous-catégories
- B) ouvrier spécialisé : avec différentes sous-catégories
- C) qualifié 2^{ème} catégorie
- D) qualifié 1^{ère} catégorie
- E) hors catégorie

Il résulte des fiches de rémunération et il n'est pas contesté que l'intimée a rémunéré l'appelant selon le barème prévu pour un ouvrier qualifié catégorie 2 ou catégorie C.

Il prétend avoir effectué habituellement des travaux le classant hors catégorie ou catégorie E et réclame en conséquence la différence entre les deux barèmes.

La Convention collective de travail décrit comme suit les fonctions :

C. Qualifié 2^e catégorie

L'ouvrier qui, sous les directives de supérieurs, effectue habituellement des travaux exigeant la connaissance d'un métier acquise par l'expérience. Il ne travaille pas de manière autonome et sa responsabilité est limitée à son propre travail :

Le mécanicien de 2^{ème} catégorie est l'ouvrier effectuant des réparations courantes de mécanique générale sous les directives d'un ouvrier d'une catégorie supérieure.

D. Qualifié 1^{ère} catégorie

L'ouvrier effectuant habituellement des travaux professionnels exigeant la connaissance d'un métier, consolidée par une expérience de quelques années et, si possible, par une formation théorique. Il est appelé à exécuter certains travaux de manière autonome et éventuellement à assister de ses directives un ouvrier de catégorie inférieure. Il doit pouvoir fournir dans sa spécialité les éléments constitutifs d'un devis en temps et en matière

Le mécanicien de 1^{ère} catégorie est l'ouvrier qui a la connaissance de l'ensemble de la mécanique d'un véhicule et qui effectue les vérifications et travaux y afférents ;

E. Hors catégorie

L'ouvrier qui effectue habituellement en toute autonomie des travaux de qualité exigeant un haut degré de connaissance professionnelle et une expérience acquise à la suite de plusieurs années de pratique consolidée,

si possible, par une formation théorique. Il doit pouvoir organiser éventuellement un travail d'équipe et pouvoir établir dans sa spécialité les éléments constitutifs d'un devis en temps et en matière.

Le mécanicien hors catégorie ; l'ouvrier qui a la connaissance complète de l'ensemble de la mécanique des véhicules et qui effectue, en toute autonomie, tous travaux de vérification et de réparation.

Dans son dossier, l'appelant ne produit qu'une seule lettre d'Euromotor datée du 14 janvier 1997 et signée par un sieur Pierre Stoffels, directeur, relative à un problème de garantie pour un tableau de bord et à une couture du dossier du siège arrière d'une Honda civic coupé l'invitant « afin de pouvoir procéder aux interventions nécessaires, nous vous demandons de prendre contact avec notre responsable d'atelier, Monsieur S , qui se fera un plaisir de manager un rendez-vous. »

Il se déduit de cette lettre que, même s'il travaillait seul, comme l'intimée le prétend ou avec un ouvrier ou même simplement avec un apprenti, l'appelant était le premier mécanicien et qu'en conséquence, il effectuait habituellement et en toute autonomie des travaux de qualité exigeant un haut degré de connaissance professionnelle. Il pouvait organiser une équipe et établir les éléments constitutifs d'un devis en temps et en matière et, en conséquence, avait la connaissance complète de l'ensemble de la mécanique des véhicules et effectuait en toute autonomie tous travaux de vérification et de réparation.

Si l'appelant ne justifie pas d'une connaissance théorique, les dossiers étant muets sur ce point, il avait une longue expérience des véhicules Honda puisqu'il avait précédemment travaillé avec son père dans une agence Honda.

L'appelant ne peut être considéré comme étant seulement l'ouvrier qui est appelé à exécuter certains travaux de manière autonome mais il apparaît au contraire qu'il effectuait en toute autonomie tous travaux de vérification et de réparation.

C'est à bon droit que l'appelant souligne encore qu'il était moniteur d'un apprenti et il importe peu que cet apprenti ait signé ensuite, dans le cadre du litige, une lettre qu'à l'évidence il n'a pas rédigée lui-même.

Il faut encore relever que l'appelant disposait d'un trousseau de clés complet du garage, ce qui confirme qu'il en était bien le seul responsable.

Le fait que l'appelant ait été, à différentes occasions, mis en chômage économique, n'établit en rien qu'il n'aurait pas eu la compétence requise, mais peut s'expliquer soit parce que le volume d'affaires du garage ou la qualité des véhicules ou les habitudes de la

clientèle n'imposait plus avec suffisamment de certitude l'occupation suffisante de l'appelant.

Les périodes de chômage économique annoncées à l'Onem mais finalement non utilisées confirment cette crainte de ralentissement des affaires.

L'appelant n'a d'ailleurs pas été remplacé mais c'est un mécanicien déjà occupé par le même Monsieur Carlier dans un autre de ses garages à Herstal où le siège social a été déplacé, qui venait effectuer les réparations à Verviers.

C'est en conséquence à bon droit que l'appelant revendique la qualification d'ouvrier hors catégorie et réclame des arriérés de rémunération selon un décompte qui n'est pas contesté.

Quant à un licenciement abusif

Selon le motif indiqué au C4, l'appelant a été licencié pour «non convenance, ne correspond pas aux attentes »

Conformément à la doctrine et à une Jurisprudence bien établie, l'employeur est, en principe, seul juge des nécessités de son entreprise et de la valeur professionnelle des travailleurs qu'il occupe, les tribunaux n'ayant, à cet égard, pas à s'immiscer dans la gestion de celle-ci (D. DENIS, « Motivation du licenciement abusif », R.D.S., 1989, 87 et 121 ; F. DEMET, « Le licenciement abusif », Chroniques de droit à l'usage du Palais, T II, éd. Story- Scientia, 1986, 192-193 et réf.; C.T. Liège, 19 décembre 1984) leur rôle ne pouvant consister en rien d'autre qu'à vérifier la réalité du motif avancé à l'appui de la décision de rompre et, en aucun cas, l'opportunité de cette décision (C.T. Mons, 23 décembre 1994, J.T.T., 1995, 141 et réf.) ;

Dans son arrêt du 15.6.1988 (J.T.T. 1989, pg. 6), la Cour de Cassation considère que si la charge de la preuve des motifs du licenciement invoqués incombe à l'employeur pour l'application de l'article 63 de la loi du 3 juillet 1978. Cette règle n'oblige toutefois pas le juge à ne tenir compte que des motifs indiqués et établis par l'employeur. Elle l'autorise également à fonder sa décision sur d'autres éléments produits régulièrement qui, bien que l'employeur ne les ait pas proposés comme motifs, ont également, selon le juge, déterminé le licenciement et se rapportent à l'aptitude ou à la conduite du dit ouvrier ou qui sont fondés sur les nécessités du fonctionnement de l'entreprise, de l'établissement ou du service.

Voir dans le même sens CT Liège, 14^{ème} ch. 17 septembre 1996 RG 5.221 ;

En l'espèce, le premier juge semble avoir particulièrement tenu compte du nombre important de journées de chômage économique, ainsi qu'il apparaissait des demandes introduites à l'Onem.

Les parties admettent aujourd'hui que ce chômage a été beaucoup moins important que ce qui était annoncé. Il reste cependant que, selon l'attestation de l'Onem, l'appelant a chômé quand même 26 jours et demi. Le manque de travail justifiant l'occupation d'un mécanicien à temps plein est confirmée par le fait que Monsieur S n'a pas été remplacé par l'engagement d'un autre travailleur, l'intimée déléguant un de ses travailleurs de Herstal pour effectuer les réparations à Verviers.

Il n'est pas contestable en outre que l'appelant a commis une importante erreur de diagnostic avec le problème de freins que connaissait le client Moulan dont le véhicule est resté immobilisé durant deux mois.

Au-delà du problème du coût du véhicule de remplacement mis à la disposition du client, la demande, dans le cadre de la garantie, d'intervention coûteuse mais finalement injustifiée de la firme Honda, était de nature à créer un dangereux précédent dans la poursuite des relations entre la firme Honda et le garage Euromotor.

L'erreur de diagnostic de l'appelant, ses conséquences directes et indirectes, jointe à une réduction du travail à Verviers et, sans doute aussi à Herstal, justifiait l'employeur à préférer déléguer un technicien liégeois à Verviers en licenciant en conséquence l'appelant.

L'employeur justifie avoir licencié l'appelant pour des motifs liés à son aptitude ainsi que sur les nécessités du fonctionnement de l'entreprise.

L'indemnité de licenciement abusif n'est pas due.

L'appel est en conséquence partiellement fondé.

6. Dépens

Dans la mesure où l'appelant obtient gain de cause que dans une demande sur deux, et alors que la valeur de chacune de ces deux demandes est comparable, il y a lieu de compenser les dépens d'appel ;

PAR CES MOTIFS

LA COUR, après en avoir délibéré,

Statuant publiquement et contradictoirement,

Vu les dispositions de la loi du 15 juin 1935 sur l'emploi des langues en matière judiciaire, spécialement l'article 24 ;

Dit l'appel recevable et partiellement fondé,

Confirme le jugement déféré en ce qu'il a dit non fondée la demande d'indemnité de licenciement abusif,

Le réforme quant aux arriérés de rémunération et condamne l'intimée d'avoir à payer à l'appelant la somme de TROIS CENT TRENTE CINQ MILLE SIX CENT SEPTANTE NEUF francs au titre de régularisation de rémunérations, sous déduction des charges sociales et fiscales, le solde net majoré des intérêts légaux tels que demandés depuis le 11.5.1999, et des intérêts judiciaires ;

Compense les dépens d'appel liquidés par chacune des parties à la double indemnité de procédure.

AINSI JUGE PAR :

M. Philippe MARISSIAUX, Conseiller faisant fonction de Président,
M. Marc OLIVIER, Conseiller Social au titre d'employeur,
M. Albert POLLENUS, Conseiller Social au titre de salarié,

qui ont assisté aux débats de la cause et délibéré conformément au prescrit légal,

et prononcé en langue française, à l'audience publique de la cinquième chambre de la Cour du travail de Liège, section de Liège, au Palais de Justice de Liège, Place Saint-Lambert, le VINGT DEUX NOVEMBRE DEUX MILLE UN,

assisté de Monsieur Frédéric ALEXIS, Greffier adjoint.

The block contains several handwritten signatures in black ink. On the left, there is a large, stylized signature. In the center, there is a signature that appears to be 'M. Mari...' followed by a flourish. On the right, there is a signature that appears to be 'Albert' followed by a flourish. Below these signatures, there are several horizontal lines, some of which are crossed out with diagonal lines.